

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1049

Rubrik: Histoire

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'INVITÉ DE DP

Première classe

Beat Kappeler

Secrétaire de l'Union syndicale suisse (USS).

«Votre thé le prenez-vous avec du sucre, sans sucre ou avec de l'assugrine ?» me demanda la jeune femme avant de me servir.

Pendant les cinq jours que je restais dans l'établissement, tout le personnel, souvent relayé, se souvenait de la formule et je recevais toujours mon thé sans sucre. Je ne vous parle pas d'un hôtel de première classe ou j'ai passé mes vacances, mais de la division commune de l'hôpital Tiefenau à Berne. Une intervention chirurgicale pas trop grave m'imposa ce séjour, très agréable malgré les circonstances. Avec le choix du thé, une petite demi-heure après l'entrée dans la chambre, le ton était donné.

On se plaint souvent du système de san-

té suisse, malade à plusieurs égards. Mais j'aime bien parler de cette expérience personnelle qui m'a montré que ce système cher, lourd, est néanmoins performant par endroits — en division commune en plus. Et outre le thé, d'autres aspects de ce séjour méritent d'être signalés: entrée peu bureaucratique, sortie complètement spontanée un dimanche après-midi après la visite du médecin, les visiteurs admis pendant la moitié de la journée, téléphone, radio, télévision avec écouteur individuel sur demande (et pour quelques francs par jour), observation post-opératoire très suivie, repas individualisés et j'en passe ! Un petit manuel avec l'énoncé des droits du patient se trouve sur la table de nuit, on est informé avant chaque acte médical, avant l'administration de chaque pilule, du but recherché et des effets probables, sans faille et par le plus jeune des stagiaires.

En entrant en division commune j'espérais faire un test du système de santé concret — et l'expérience pourtant personnelle, isolée, m'encourage à retenir l'idéal optimiste d'un service de santé républicain, égal dans sa qualité pour tous. Il faut consacrer tous les efforts à le maintenir et à rendre inutiles, dérisoires, les institutions privées, de luxe, recherchant la différence. La même chose doit être revendiquée et réalisée dans le domaine de l'éducation, à tous les niveaux — l'école républicaine. Bien sûr, ce sera par la qualité et non pas par un oukase de monopole que les services républicains devront s'imposer. Les quelques jours de réflexion — et de gâterie (*Verwöhnt-werden* en allemand) au Tiefenau m'ont confirmé que ce sera possible.

Le contraire était possible aussi, au même Tiefenau, dont l'ancienne équipe gâtait Adnan Kashoggi sur son yacht. Un sur-saut républicain balaya cette équipe (en partie jusqu'en prison). Les soins de première classe reviennent en quelque sorte dorénavant aux Bernois sans yacht... ■

HISTOIRE

La statue déboulonnée

(ag) Dzerjinski, premier chef de la Tcheka, statufié devant l'immeuble du KGB, déposé par les grues municipales moscovites prêtant leurs bras aux manifestants dont les câbles se révélaient trop faibles pour une simple et révolutionnaire jetée à bas, Dzerjinski évacué, c'est le symbole d'un changement radical de régime.

Pourtant l'homme (mort en 1926) ne coïncidait pas avec sa statue stalinienne. Victor Serge, qui ne saurait être soupçonné de complaisance, dresse son portrait et celui de l'institution tchékiste dans les circonstances inouïes, aujourd'hui souvent méconnues, de 1918 (*Mémoires d'un Révolutionnaire*).

Depuis les premiers massacres des Rouges prisonniers par les Blancs, les assassinats de Volodarski et d'Ouritski et l'attentat contre Lénine (été 1918), la coutume de l'arrestation et souvent de l'exécution des otages s'était généralisée et légalisée. Déjà la Tcheka — Commission extraordinaire de répression de la contre-révolution, de la spéculation et de la désertion — arrêtant en masse les suspects, avait tendance à régler elle-même leur sort, sous le contrôle

formel du parti, en réalité à l'insu de qui-conqué. Elle devenait un Etat dans l'Etat, à l'abri du secret de guerre et des procédures mystérieuses. Le parti s'efforçait de mettre à sa tête des hommes incorruptibles, comme l'ancien forçat Dzerjinski, idéaliste probe, implacable et chevaleresque, au profil émacié d'inquisiteur, grand front, nez osseux, barbiche râche, une mine de fatigue et de dureté. Mais le parti avait peu d'hommes de cette trempe et beaucoup de Tchekas; celles-ci sélectionnaient peu à peu leur personnel en vertu de l'inclination psychologique. Ne se consacraient volontiers et obstinément à ce travail de la «défense intérieure» que des caractères soupçonneux, durs, sadiques. De vieux complexes d'infériorité sociale, des souvenirs d'humiliations et de souffrances dans les prisons du Tsar, les rendaient intractables et, la déformation professionnelle agissant vite, les Tchekas formaient inévitablement des dépravés enclins à voir la conspiration en toutes choses et à vivre eux-mêmes au sein d'une conspiration permanente.

Je considère la création des Tchekas comme l'une des fautes les plus lourdes, les plus inconcevables que commirent en 1918 les gouvernants bolchéviks quand les com-

plots, le blocus et les interventions étrangères leur firent perdre la tête. De toute évidence, des tribunaux révolutionnaires, fonctionnant au grand jour, sans exclure le huis clos dans certains cas, avec admission de la défense, eussent eu la même efficacité pour beaucoup moins d'abus et de dépravation. S'imposait-il de revenir à des procédures d'Inquisition ? Au début de 1919, les Tchekas se défendaient mal contre la perversion psychologique et la corruption. Dzerjinski — je le sais — les considérait comme «à demi pourries» et ne voyait d'autre solution au mal que de fusiller les pires tchéquistes et de supprimer dès que possible la peine de mort... La terreur continuait cependant parce que le parti tout entier vivait sur la juste certitude intérieure d'être massacré en cas de défaite; et la défaite était possible d'une semaine à l'autre. ■

1^{er} Août français

Mulhouse n'a pas oublié ses liens avec la Confédération. Le drapeau suisse a flotté pour le 1^{er} Août. Ce serait une occasion de relire l'histoire du blocus économique qui a obligé cette ville à s'intégrer à la France à la fin du XVIII^e siècle.